




Congo (Kinshasa)

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

 2 344 860

 43 814 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

747 739 950 ECU (1997)

Diamants 64%

Exportations européennes
vers...

300 914 440 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

3,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

76,3% (1996)

secondaire

19,5% (1996)

Taux d'urbanisation

29% (1996)

Immense pays équatorial parcouru par de larges fleuves (14 000 km de voies navigables), la République démocratique du Congo dispose de ressources énergétiques, minérales et végétales exceptionnelles. Malgré ce potentiel de développement considérable, le pays traverse depuis 1986 une crise profonde marquée par une détérioration constante de la situation économique, financière et sociale due à des facteurs externes (baisse des cours mondiaux) et à des politiques internes inadéquates.

Cette crise a entraîné une chute du PNB par habitant et a sapé les bases de la situation économique.

La coopération avec la république du Congo (Kinshasa) remonte au premier Fonds Européen de Développement (FED) de 1958 et s'est formellement inscrite dans le cadre conventionnel de Yaoundé, puis de Lomé, après l'accession à l'indépendance du pays, en 1960. Le Congo a dans le passé bénéficié de financements significatifs: sur les cinq premiers FED, l'aide programmable s'est élevée à un total de 420 millions d'Ecus et a été consacrée aux infrastructures, à l'agriculture, au secteur minier, à l'énergie et à l'éducation. De plus, deux interventions au titre du Sysmin ont représenté plus de 70 millions d'Ecus.

Avec le Programme Indicatif National de Lomé III (166,5 millions d'Ecus), deux grands programmes de développement rural intégrés et un programme de santé ont été mis en oeuvre, qui donnent une place importante à la coopération décentralisée (participation directe des collectivités locales, des communautés de base et des ONG aux actions de développement).

Le Programme Indicatif National 7ème FED (170 millions d'Ecus) n'a pu encore, à ce jour, être signé entre les partenaires en raison de la suspension de la coopération.

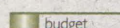
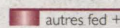
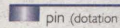
Les blocages survenus dans le processus de démocratisation lancé en 1990, ont amené l'Union européenne à suspendre ses programmes de coopération avec le pays en janvier 1992, à l'exception de l'aide humanitaire et des actions de réhabilitation.

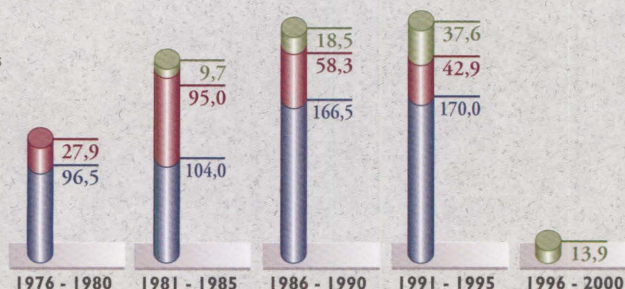
Depuis lors, l'Union européenne a alloué au Congo 402 millions d'Ecus au titre de l'aide humanitaire, de l'aide alimentaire et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG), et des programmes de réhabilitation, ce qui la place au premier rang des donateurs de la communauté internationale. Cette aide, qui provient à la fois des ressources de Lomé III, de Lomé IV et du budget de l'UE, bénéficie directement aux couches les plus défavorisées de la population ainsi qu'aux populations affectées par les troubles internes. Toutefois, le conflit armé à l'est du pays a entraîné, en 1996-1997, l'arrêt des actions en cours.

A la suite de la prise du pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération du Congo (AFDL) du Président Kabila, en mai 1997, l'UE a confirmé sa disponibilité à reprendre progressivement la coopération avec la RDC en fonction des progrès constatés dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratisation et de l'établissement de l'Etat du droit. En application de cette orientation publique, l'UE a débloqué des programmes de réhabilitation (santé et infrastructures routières) d'un montant de 79 millions d'Ecus, en décembre 1997.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Congo (R.D/D.R)

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
747 739 950 ECU
(1997)

Diamonds 64%

European Exports to...
300 914 440 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
3.4% (1995-96)

Primary schooling rate
76.3% (1996)

Secondary schooling rate
19.5% (1996)

Urbanisation rate
29% (1996)

A huge equatorial country with many rivers (14,000 km of navigable water), the Democratic Republic of Congo has exceptional energy, mineral and plant resources. Despite this obvious development potential, since 1996, due to both external problems (lower commodity prices) and internal ones (inadequate domestic policies), the country has been experiencing deep crisis with a continuing deterioration of its finances and social indicators.

This crisis has led to a fall in *per capita* GNP which has sapped the strength of the formal economy.

The Community's cooperation with the DRC dates back to the First European Development Fund and the Yaoundé Convention. The former Zaire joined the Yaoundé/Lomé system on gaining independence in 1960. It has traditionally benefited from significant EDF funds. Over the first five EDFs, the country was allocated ECU 420 million. The project focus was on infrastructure, agriculture, mining, energy and education. ECU 70 million was allocated to two Sysmin projects.

Two major integrated rural development programmes were financed under the Lomé III National Indicative Programme (ECU 166.5 million), as well as a health programme. All these programmes placed an accent on decentralised cooperation (direct participation of local cooperatives, communities and NGOs).

The 7th EDF National Indicative Programme (ECU 170 million) has not yet been signed due to the suspension of cooperation.

The stalemate in the political democratisation process from 1990 prompted the European Union to suspend its cooperation programmes with the country in January 1992, apart from humanitarian aid and rehabilitation projects.

Since then, the EU has allocated ECU 402 million to the DRC for emergency aid, food aid, financing with NGOs and rehabilitation programmes. As a result, the EU is currently the country's foremost international donor. This aid, consisting of funds from Lomé III and IV and from the EU budget, directly benefits the most disadvantaged sections of the population, as well as those affected by the country's domestic instability. However, armed conflict in 1996-97 led to the suspension of ongoing projects.

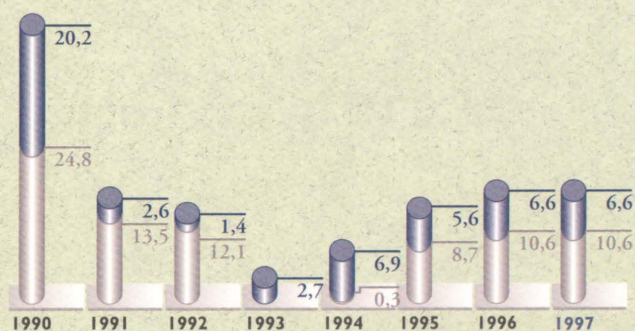
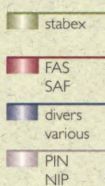
Following the seizure of power in May 1997 by President Kabila's *Forces Démocratiques de Libération du Congo* (AFDL), the EU has expressed its willingness to gradually resume cooperation with the DRC. This is dependent on recognised progress in the fields of human rights, democratisation and establishment of law and order. In line with this policy, the EU unblocked rehabilitation programmes (health and road sectors) totalling ECU 79 million in December 1997.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Côte d'Ivoire

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 322 462

POPULATION 14 401 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
488 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
1 967 027 960 ECU
(1997)

Cacao 38%

Exportations européennes
vers...
1 277 843 910 ECU
(1997)

Service de la dette /
exportations
23,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
69,1% (1996)

secondaire
20,8% (1996)

Taux d'urbanisation
44% (1996)

Indépendante depuis 1960, la Côte d'Ivoire a connu une grande stabilité politique en évoluant sans heurts graves vers un régime démocratique. Cette situation a fait de la Côte d'Ivoire un pôle de développement régional important avec un taux de croissance estimé à 7% par an.

La région côtière a assuré la prospérité du pays grâce aux exportations agricoles: cacao (1er producteur mondial), café (parmi les quatre leaders mondiaux), bois, caoutchouc, coton, etc. La crise des produits de base a été durement ressentie par le pays qui connaît encore une situation difficile, avec un endettement massif.

Au début des années 90, le gouvernement a lancé une série de réformes macro-économiques importantes afin d'assainir les finances publiques, ainsi que des programmes de restructuration sectorielle en vue de relancer l'économie et la croissance. La Côte d'Ivoire s'est aussi engagée dans une phase active de privatisation. La dévaluation du FCFA de 1994 a également contribué à relancer l'économie ivoirienne.

La coopération avec la Côte d'Ivoire a été longtemps caractérisée par l'importance exceptionnelle des transferts au titre du Stabex, qui dépassent les montants des Programmes Indicatifs Nationaux: ainsi, de Lomé I à Lomé IV, plus de 742 millions d'Ecus ont été alloués au pays, essentiellement pour le café et le cacao, dont 365 millions sous Lomé III et 270 millions sous Lomé IV. Les fonds du Stabex ont servi à améliorer la rentabilité des filières café et cacao ainsi qu'à diversifier l'agriculture.

Les autres domaines d'activités concernent la santé et le soutien à la politique de décentralisation (renforcement du rôle des communes). L'appui important qui a été également octroyé au pays à partir de 1992 au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (65,4 millions d'Ecus) a été ciblé dans ces deux secteurs.

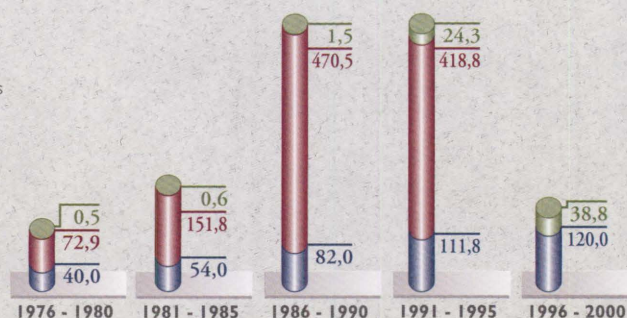
La Côte d'Ivoire a aussi été un des plus importants bénéficiaires des financements de la Banque Européenne d'Investissement. C'est en Côte d'Ivoire qu'a été signé, en 1965, le premier prêt finançant un projet à l'extérieur de l'Union européenne. Depuis cette année-là, les engagements de la Banque ont atteint un montant cumulé de près de 345 millions d'Ecus. Au titre de Lomé IV 61 millions ont été engagés dont 34 millions pour l'exploitation de gisements de pétrole et gaz.

La Côte d'Ivoire figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (30,2 millions d'Ecus déjà engagés). Enfin, près de 9,6 millions d'Ecus ont été versés depuis 1991 au titre de l'accord pêche.

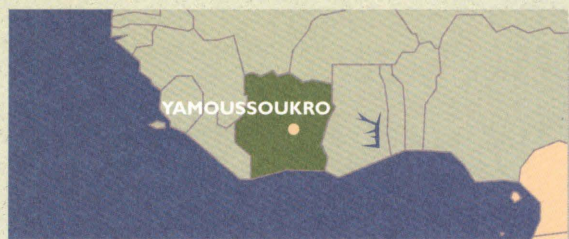
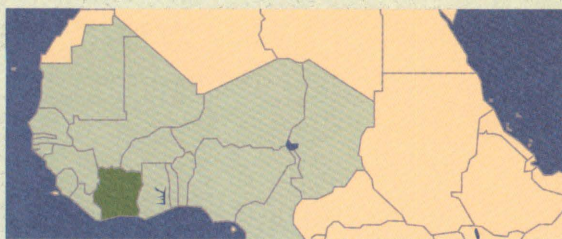
FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

■ budget
■ autres fed + bei
others fed + eib
■ pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



■ environnement
environment
■ développement rural/pêche
rural development/fishing
■ secteurs sociaux
social sectors
■ autres
others



Côte d'Ivoire

C

Economic indicators

GNP per capita
488 ECU (1996)

European imports from...
1 967 027 960 ECU
(1997)

Cocoa 38%

European Exports to...
1 277 843 910 ECU
(1997)

Debt service / exports
23.1% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.4% (1995-96)

Primary schooling rate
69.1% (1996)

Secondary schooling rate
20.8% (1996)

Urbanisation rate
44% (1996)

Independent since 1960, Côte d'Ivoire has achieved political stability and has moved to a democratic regime without any major problems. With an estimated growth rate of 7%, the country has become an important centre for regional development.

The coastal region has made the country prosperous, thanks to agriculture exports; cocoa (of which Côte d'Ivoire is one of the four world leaders), coffee (also in the top four), wood, rubber, cotton, etc. The commodity crisis has hit the country hard and it is still experiencing a difficult situation with massive indebtedness.

At the beginning of 1990s, the Government embarked on major macro-economic reforms; rationalisation of public finances, active privatisation and sectoral restructuring to help relaunch the economy and engender growth. The 1994 devaluation of the CFA franc also helped spark economic growth.

A long standing feature of cooperation with Côte d'Ivoire is the Stabex transfers - which are larger than the National Indicative Programme. From Lomé I to IV more than ECU 742 million were allocated to the country from the Stabex budget, of which ECU 365 million were from Lomé III and ECU 270 million from Lomé IV. The funds have been used to improve the profitability of the coffee and cocoa sectors and to diversify agriculture.

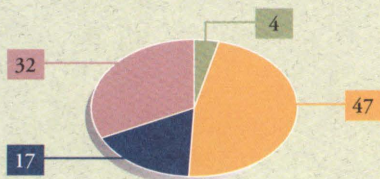
Other areas of activities are health care and backing for a decentralisation policy (strengthening of the role of communes). Significant support from the Structural Adjustment Facility has been allocated to the country since 1992 (ECU 65.4 million) and is targeted at these two sectors.

Côte d'Ivoire has also been one of the biggest beneficiaries of European Investment Bank financing. In 1965, the first ever loan for a project outside the EU was signed in Côte d'Ivoire. Since then, the Bank has committed a total of about ECU 345 million. Under Lomé IV, ECU 61 million have been committed, of which ECU 34 million are for gas and oil exploitation.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers, launched in 1994, benefits Côte d'Ivoire's banana sector by helping improve productivity and quality (ECU 30.2 has already been committed). Finally, Côte d'Ivoire has received ECU 9.6 million since 1991 as financial compensation under a fisheries agreement with the EU.

FED
EDF

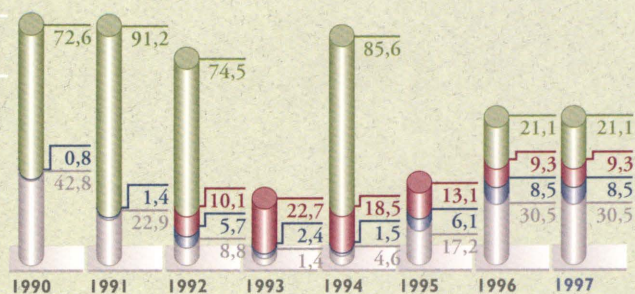
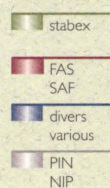
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Djibouti

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM²

23 200



511 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

31 672 710 ECU (1997)

Hélicoptères 80%

Exportations européennes
vers...

55 769 390 ECU
(1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
44,4% (1996)

secondaire
15,9% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Indépendant depuis 1977, Djibouti est un petit territoire côtier, formé de plateaux et de chaînes basaltiques limités par d'énormes failles. La principale contrainte physique est l'absence quasi-totale de potentiel de développement agricole étant donné l'hostilité de la géographie et du climat désertique et la très faible disponibilité en eau douce. Disposant de ressources naturelles limitées, le pays est fortement dépendant des importations de nourriture et d'autres biens de consommation. L'économie est très ouverte, se caractérisant par l'absence quasi-totale de barrières commerciales et de restrictions aux échanges. Les services et les réexportations fournissent l'essentiel des recettes.

En dépit de l'introduction du multipartisme et de la tenue d'élections législatives en 1992 et présidentielles en 1993, l'image de havre de paix que représentait Djibouti au sein d'une région turbulente a été perturbée fin 1991 par une guerre civile qui a coûté cher au pays aussi bien sur le plan politique, par une profonde division de la population, que sur le plan économique, par le coût direct d'une mobilisation massive de militaires et la perte indirecte d'investissements à un moment très inopportun. Sans avoir pu résoudre l'ensemble des problèmes, la signature d'un accord de paix fin 1994 entre le gouvernement et les rebelles, suivi d'un ensemble d'actions contribuant à une reprise du processus de démocratisation, a permis de pratiquement rétablir la paix civile.

La dégradation de la situation économique de Djibouti a obligé le pays à élaborer un programme de redressement économique. Le gouvernement s'est ainsi engagé dans un programme de stabilisation et de réformes structurelles appuyé par le FMI.

Depuis 1996, Djibouti bénéficie de l'appui de la Communauté pour la mise en œuvre de son programme de stabilisation financière. 4,1 millions d'Ecus ont été alloués à ce titre pour le programme d'ajustement structurel 1996-1997. Une partie des fonds sera consacrée au financement partiel de la démobilisation des forces supplétives de l'armée et de la police.

Le PIN Lomé IV (7ème FED) se concentre essentiellement sur le développement urbain et rural et le développement des ressources humaines. Les deux axes prioritaires du PIN Lomé IV 8^e FED sont 1) le redressement de la compétitivité de Djibouti par l'amélioration de la chaîne des transports avec les pays avoisinants et 2) l'amélioration des conditions de vie et de santé en milieu urbain et rural, notamment par un meilleur approvisionnement en eau des populations ainsi que par un appui aux secteurs sociaux.

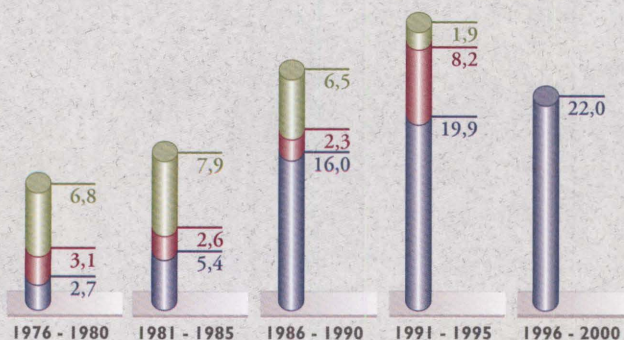
Au titre du premier protocole financier de Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement a accordé un prêt conditionnel sur capitaux à risques de 2,8 millions d'Ecus pour le financement, dans le cadre d'un projet régional, de l'amélioration des liaisons internationales de télécommunication. Au titre des aides prévues par le second protocole de Lomé IV, la BEI pourrait envisager un montant de 2,5 millions d'Ecus pour le financement de projets et programmes visant le développement des infrastructures, notamment eau et électricité, et le développement du secteur privé.

Djibouti est membre du COMESA (Common Market for East and Southern Africa) et membre fondateur de l'IGAD (Inter-Governmental Authority on Development).

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors



Djibouti

D

Economic indicators

GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	31 672 710 ECU (1997)
Helicopters	80%
European Exports to...	55 769 390 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	3.6% (1995-96)
Primary schooling rate	44.4% (1996)
Secondary schooling rate	15.9% (1996)
Urbanisation rate	na/nd(1996)

Independent since 1977, Djibouti is a small coastal nation consisting of plateaus and basaltic mountains with huge faults. The country's principal physical constraint to development is an almost total absence of agricultural potential in view of the nature of the geography and the desert climate (there is very little water). With limited indigenous resources, Djibouti is highly dependent on imports of food and other consumer goods. It has a very open economy with almost no trade barriers or exchange restrictions. Service industries and re-exports are responsible for the bulk of its receipts.

Despite having introduced a multiparty political system, with legislative and presidential elections held in 1992 and 1993 respectively, Djibouti's image as a peaceful haven in a turbulent region was shattered at the end of 1991 with the outbreak of civil war. This cost the country dear both politically and economically, with a massive mobilisation of soldiers and loss of investment. It also created a deep division within the population. Although these problems were not really solved, a peace agreement was signed at the end of 1994 between government and rebels. This was followed by several further steps which brought peace in practice and enabled the democratisation process to resume.

The worsening of the economic situation in Djibouti forced the country to draw up an economic restructuring programme. The government signed up to an IMF stabilisation and structural reform package.

Since 1996, the Community has helped Djibouti implement financial stabilisation measures, providing ECU 4.1 million for the 1996-1997 Structural Adjustment Programme. A proportion of these funds will be used to help demobilise supernumerary members of the army and police force.

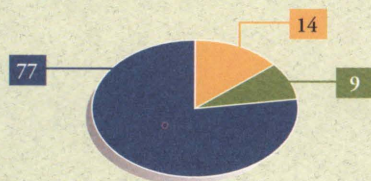
The NIP of the 7th EDF focuses mainly on urban and rural development and development of human resources. The two priorities of the 8th EDF are: recovery of Djibouti's competitive position by improving transport links with neighbouring countries and enhancing the standard of living and health of urban and rural populations through improved water supplies and support to various social sectors.

Under Lomé IV's first financial protocol, the European Investment Bank granted a credit of ECU 2.8 million from risk capital resources to finance a regional project aimed at improving international telecommunications. The second protocol of the Lomé IV Convention includes an indicative amount of ECU 2.5 million for loans from the Bank, which could be used to finance schemes aimed at developing infrastructures (notably water and electricity) and the private sector.

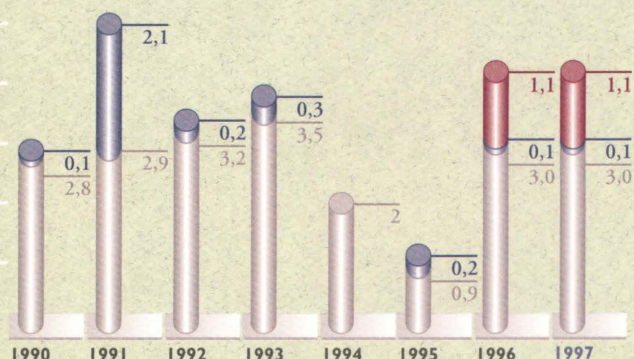
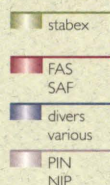
Djibouti belongs to COMESA (the Common Market for East and Southern Africa) and is a founder member of IGAD (Inter Governmental Authority on Development).

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Dominica

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

750



71 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant

2 434 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

33 492 170 ECU (1997)

Bananes 71%

Exportations européennes
vers...

26 854 890 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

0% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Située au nord de la chaîne des Caraïbes (Iles au Vent), la Dominique est devenue indépendante en 1978.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur prédominant et vital de l'agriculture: la banane. Le gouvernement s'attache à développer ses infrastructures en vue de relancer la croissance économique et de favoriser l'éco-tourisme dans les années à venir. Dans la seconde moitié des années 1980, la croissance réelle était en moyenne de 5,5% avec un net ralentissement en 1991 et 1992 (de 2 à 2,6%). L'économie ouverte et fragile de la Dominique risque d'être affectée par la récession mondiale, associée à l'avenir incertain du secteur bananier.

Le premier accord de partenariat en matière de coopération avec l'Union européenne (UE) a été instauré en 1976 dans le cadre de l'association entre l'UE et les pays et territoires d'outre-mer; et s'est poursuivi avec l'intégration du pays nouvellement indépendant à la Convention de Lomé.

Compte tenu de l'étroite dépendance de la Dominique envers ses exportations de bananes (lesquelles représentent plus de 50% des produits exportés), le soutien de l'UE s'est orienté vers la restructuration de l'industrie bananière, la diversification de l'agriculture avec la mise en place de l'agro-processing et la diversification économique en général. Les fonds de l'UE proviennent du Programme Indicatif National, du système Stabex (36,4 millions) et des lignes budgétaires spécialement accordées aux traditionnels fournisseurs ACP de bananes. La mise en place de la sécurité sociale est également couverte par le Stabex pour pallier aux conséquences de la réforme économique et lutter contre la pauvreté.

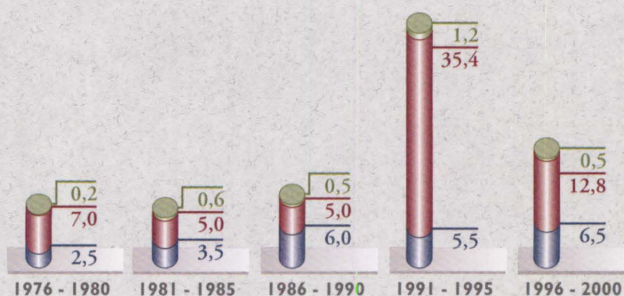
L'assistance de l'UE en faveur de la Dominique a été dans le passé largement consacrée à l'infrastructure agricole et rurale, et à quelques plus petits projets de développement du tourisme et de coopération décentralisée. Sur un total de 5,5 millions d'Ecus engagés dans le cadre du Programme Indicatif National de Lomé IV, 2,5 millions d'Ecus ont été alloués au développement rural pour promouvoir la diversification agricole visant à l'amélioration de la qualité et du rendement de la production de bananes et favoriser la diversification d'autres cultures. En matière d'environnement, des fonds (1,7 millions d'Ecus) ont été injectés pour soutenir la politique de l'environnement, en termes de capacité de gestion, de déboisement, ainsi que d'enlèvement et de traitement des déchets. En outre, le soutien à l'ajustement structurel a été financé à raison de 2,2 millions d'Ecus. De même, un projet sanitaire d'un montant de 1,65 million d'Ecus a été soutenu par le Programme Indicatif National du 7ème FED, dans le cadre du programme de l'OECS de gestion des déchets. Des aides substantielles (1,3 million) ont également été assurées par l'UE dans les cas d'urgence et de sinistres, comme les ouragans et tempêtes tropicaux qui ont ravagé l'île en 1994/1995.

Sous la Convention de Lomé IV bis, l'enveloppe financière pour le 8ème FED s'élève à 6,5 millions d'Ecus. L'objectif des NIP est la diversification de l'économie par le soutien au secteur touristique; environ 92% de l'enveloppe y seront consacrés, complétés par les transferts au titre du Stabex.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Dominica

D

Economic indicators

GNP per capita
2 434 ECU (1996)

European imports from...
33 492 170 ECU
(1997)

Bananas 71%

European Exports to...
26 854 890 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
0% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

Dominica, an island in the far north of the chain of the Windward Islands in the Caribbean, has been independent since 1978.

The country has a predominantly agricultural economy with the banana sector as its mainstay and is developing its infrastructure to support future industrial growth and eco-tourism. In the second half of the 1980s, real growth averaged 5.5% with a definite slow down in 1991 and 1992 (2% to 2.6%). The world economic slowdown, combined with uncertainty over the future of the banana sector, is likely to affect Dominica's open and vulnerable economy.

The formal cooperation partnership with the European Union was initiated in 1976 within the framework of the Association between the EU and its OCTs (Overseas Countries and Territories). The partnership continued when the newly independent country joined the Lomé Convention.

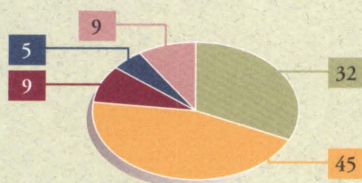
Given Dominica's over-dependence on banana exports (traditionally more than 50% of all merchandise exports), the focal areas for EU support have been the restructuring of the banana industry, agriculture diversification to include agro-processing, and wider economic diversification. EU funding for support in these areas has been allocated from the National Indicative Programmes, from Stabex transfers (ECU 36.4 million) and from the budget line for special support to traditional ACP banana suppliers. The setting up of a social safety net to attenuate the negative effects of the economic reforms underway and contribute to poverty alleviation is also being supported from Stabex funding.

Past EU assistance to Dominica has been largely focused on agriculture and rural infrastructure with some minor projects in the area of tourism development and decentralised cooperation. Under the first Lomé IV NIP (7th EDF) totalling ECU 5.5 million, 2.5 million ECU has been allocated to rural development in order to promote agricultural diversification directed at increasing the quality and productivity of banana production and enhancing diversification into other crops. For the environment sector (ECU 1.7 million) funds were directed to supporting Dominica's environmental strategy, especially regarding management capacity, deforestation and waste collection and treatment. In addition ECU 2.2 million has been allocated as structural adjustment support. An ECU 1.65 million sanitary landfill project is also being financed from the resources of the 7th EDF NIP, in the framework of the OECS solid waste management programme. Substantial funding (ECU 1.3 million) has been provided from the EU budget as emergency and rehabilitation assistance following the hurricanes and tropical storms which struck the island in 1994-1995.

Under Lomé IV bis (8th EDF) the financial envelope is ECU 6.5 million. The focal area here is diversification of the economy through support to the tourism sector. Approximately 92% of the indicative sum will be allocated to this objective, supplemented with Stabex resources.

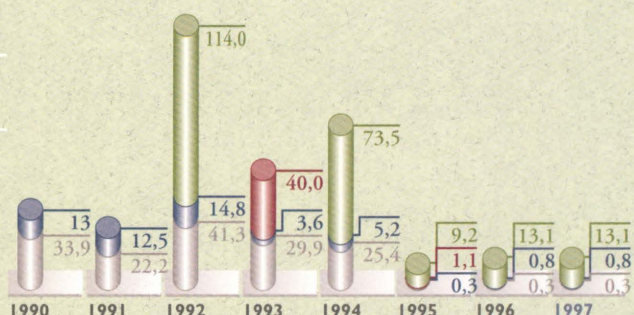
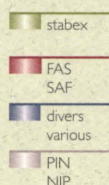
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Eritrea

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 125 000

 na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...
40 538 060 ECU (1997)

Déchets et débris de
métaux précieux 83%

Exportations européennes
vers...
126 291 900 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
17% (1996)

Territoire de 120.000 km² situé au nord-est de l'Éthiopie, entre le Soudan et Djibouti et en bordure de la Mer Rouge, l'Érythrée a acquis son indépendance en mai 1993, après le succès du référendum d'autodétermination.

Le nouvel Etat a rejoint le groupe ACP pour devenir le 70ème Etat signataire de la Convention de Lomé IV. En décembre 1994, l'Érythrée a rompu ses relations diplomatiques avec le Soudan. Un conflit l'oppose au Yémen depuis la fin 1995 pour le contrôle des îles de l'archipel Hanish en Mer Rouge. Pendant l'année 1997, des tensions sont également apparues avec l'Éthiopie, en particulier au moment du lancement de la monnaie nationale érythréenne, le Nakfa.

L'assistance à l'Érythrée a démarré dès 1992 par le lancement d'un programme à court terme de réhabilitation et de reconstruction. Ce programme, doté de 20 millions d'Ecus, s'est concentré principalement sur la réhabilitation des infrastructures sociales et de transport, l'irrigation et l'appui au renforcement institutionnel. A défaut de disposer alors d'un programme Indicatif, les fonds mobilisés pour ce programme de réhabilitation ont été prélevés sur le Programme Indicatif de l'Éthiopie.

En mai 1994, le premier PIN de l'Érythrée a été signé et doté de 35 millions d'Ecus supplémentaires, ce qui porte à 55 millions d'Ecus le montant définitif alloué à ce titre sous Lomé IV. Les principaux secteurs d'intervention prioritaires qui ont été retenus sont les transports, l'énergie, l'électrification et les études sectorielles. En particulier, une étude sectorielle sur les ressources en eau et le potentiel d'irrigation du pays et une étude sur la politique des transports ont été lancées.

Sur le budget de l'Union européenne, 111 millions d'Ecus ont été alloués depuis 1992 pour des opérations d'aide alimentaire. Cette aide a notamment été utilisée pour la construction d'entrepôts de stockage de denrées alimentaires dans le port de Massawa (2 millions d'Ecus) et la fourniture de semences (0,5 millions d'Ecus). Aucune allocation n'a été faite en 1997.

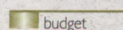
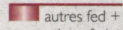
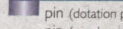
Près de 6 millions d'Ecus ont également été consacrés depuis 1994 à des projets de réhabilitation exécutés par des ONG auxquels il faut ajouter 2,4 millions d'Ecus dans le cadre d'un cofinancement avec les ONG. D'autre part 820.000 Ecus ont été alloués à la Commission constitutionnelle chargée de préparer un projet de constitution (adoptée en mai 1997).

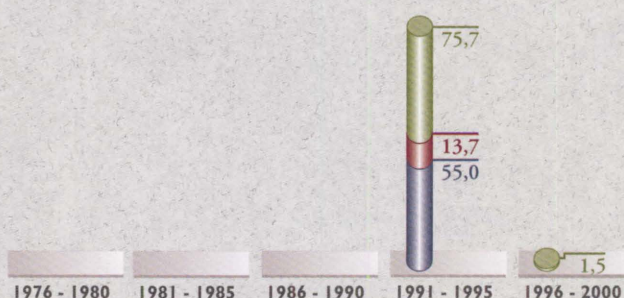
Il convient également d'ajouter 4,4 millions d'Ecus en faveur d'un projet d'envergure de contrôle du paludisme et d'un projet de réhabilitation, qui ont été financés au titre de l'assistance aux réfugiés.


En outre, 8 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques ont déjà été engagés par la Banque Européenne d'investissement pour financer le secteur des télécommunications.


FED + budget EDF

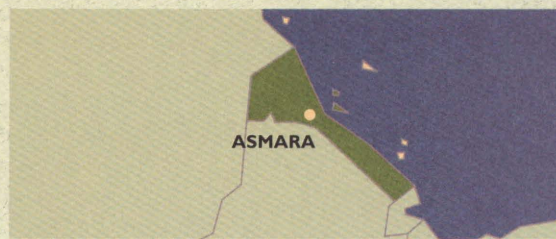
dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



 infrastructures de transport et énergie
transport infrastructures and energy

 programme de réhabilitation et
assistance technique
rehabilitation programmes and
technical assistance



Eritrea

E

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
40 538 060 ECU
(1997)

Residuals of precious
metals 83%

European Exports to...
26 291 900 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.8 (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
17% (1996)

Eritrea is a country with an area of 120,000 km² situated to the north-east of Ethiopia, between Sudan and Djibouti and bordering the Red Sea. It became independent in May 1993 after the population voted in favour of self-determination in a referendum.

This newly-independent state joined the ACP group and became 70th ACP signatory to the Lomé Convention. In December 1994 it broke off its diplomatic relations with Sudan. It has also been in dispute with Yemen since the end of 1995 over the control of the Hanish islands in the Red Sea. During 1997 tension also mounted with Ethiopia, notably when the *Nakfa*, Eritrea's national currency, was launched.

Aid to Eritrea began in 1992 with a short-term rehabilitation and reconstruction programme. This ECU 20 million programme focused mainly on rehabilitation of social infrastructures and transport, irrigation and institution-building. At the outset, Eritrea had no indicative programme of its own and rehabilitation funds were initially transferred from Ethiopia's NIP.

In May 1994 the first NIP for Eritrea was signed and the country was earmarked an additional ECU 35 million, bringing its total allocation under Lomé IV to ECU 55 million. Priority sectors were; transport, infrastructure, energy, electrification and sectoral studies. Studies have been launched on the country's water resources/irrigation potential and on transport policy.

Under the European Union budget ECU 111 million has been granted since 1992 for food aid operations. This aid has been used to stock foodstuffs in storage at the port of Massawa (ECU 2 million) and for the provision of seeds (ECU 500,000). No allocation was made in 1997.

Since 1994 approximately ECU 6 million has gone to rehabilitation projects undertaken by NGOs with a further ECU 2.4 million for co-financing with NGOs. ECU 820,000 was granted to the Constitutional Commission which had the task of drawing up a constitution (adopted in May 1997).

A further ECU 4.4 million was allocated to a sizeable malaria control programme and to a rehabilitation programme under the heading of assistance to refugees.

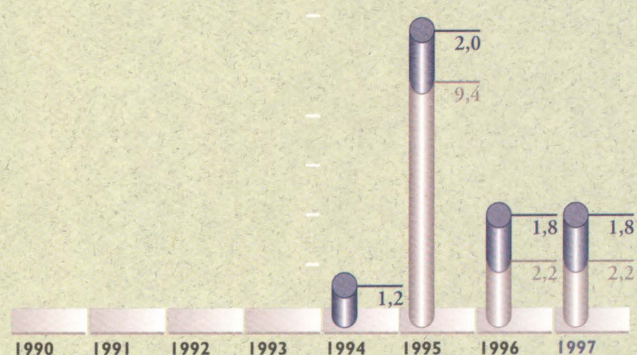
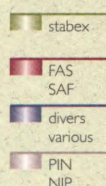
Under Lomé IV's first financial protocol ECU 8 million in risk capital has been committed by the European Investment Bank for financing in the telecommunications sector.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Ethiopia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 1 221 900

60 584 500

Indicateurs économiques

PNB par habitant
87 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
262 147 460 ECU (1997)
Café 62%

Exportations européennes
vers...
457 597 320 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
13,6% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
25,6% (1996)
secondaire
10,2% (1996)

Taux d'urbanisation
16% (1996)

L'Éthiopie bénéficie d'un climat tempéré mais aride en altitude, en dehors de la saison des pluies allant d'avril à septembre. Le pays est constitué de plateaux qui couvrent la moitié de son territoire et où sont concentrés 90% de la population.

L'Éthiopie est caractérisée par un riche patrimoine culturel et une longue histoire. Durant les trente dernières années, le pays a connu une situation politique et économique difficile avec des conflits civils et des sécheresses prolongées. Le Gouvernement de transition, institué en mai 1991, a établi de nouvelles priorités économiques et sociales et un programme de développement sectoriel (routes) est adopté ou en cours d'adoption (sécurité alimentaire, éducation, santé).

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1975 et s'est essentiellement concentrée sur l'agriculture et le développement rural, les transports, le renforcement institutionnel, les infrastructures sociales et, plus récemment, l'appui à l'ajustement structurel et le développement du secteur privé. En tenant compte de toutes les différentes aides qui lui sont allouées, l'Éthiopie est le plus important bénéficiaire de l'assistance européenne aux pays ACP.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif national de 214 millions d'Ecus porte sur l'amélioration du réseau routier et le soutien au secteur privé des PME, ainsi que le développement et la diversification des exportations. D'autres actions au titre du PIN prévoient un appui au renforcement institutionnel et à la formation, aux microprojets ainsi qu'à la conservation et au développement des richesses culturelles.

L'appui aux réformes macro-économiques au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (78,4 millions d'Ecus) tient une place importante. Les transferts au titre du Stabex s'élève à 187,5 millions d'Ecus pour les années d'application 1990-1993.

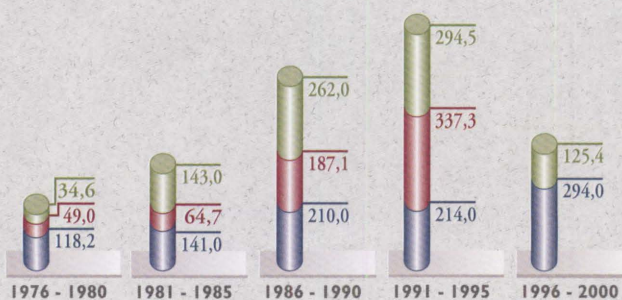
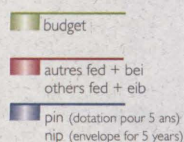
Des actions significatives ont aussi pu être lancées grâce au budget de l'Union européenne, notamment d'importantes aides alimentaires (plus de 318 millions d'Ecus depuis 1991) et de nombreux projets à plus petite échelle et/ou mis en oeuvre avec des ONG pour une somme globale d'environ 17,5 millions d'Ecus (Initiative Spéciale en faveur de la réhabilitation en Afrique) au cours de la même période.

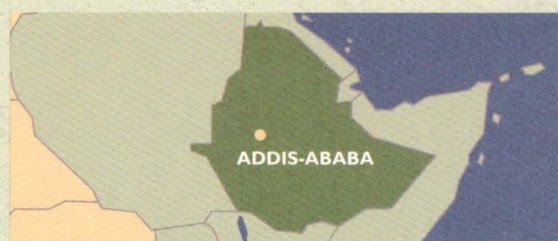
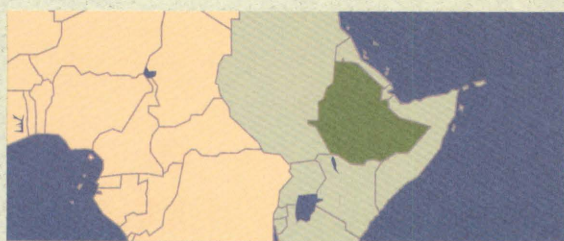
En outre, 54,7 millions d'Ecus seront fournis pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques pour l'amélioration des réseaux de télécommunications nationaux et internationaux, pour la société des industries textiles de Bahr Dar et pour offrir une ligne de crédit pour le secteur privé.

Le PIN du second protocole financier de Lomé IV (8ème FED) a été finalisé en janvier 1997. Le montant s'élève à 294 millions d'Ecus.

FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Ethiopia

E

Economic indicators

GNP per capita
87 ECU (1996)

European imports from...
262 147 460 ECU
(1997)

Coffee 62%

European Exports to...
457 597 320 ECU
(1997)

Debt service / exports
13.6% (1995)

Social indicators

Population growth rate
3% (1995-96)

Primary schooling rate
25.6% (1996)

Secondary schooling rate
10.2% (1996)

Urbanisation rate
16% (1996)

Ethiopia has a temperate climate though it is arid in the highlands (which cover half its territory) outside the rainy season from April to September 90% of the population is concentrated in this part of the country.

Ethiopia has a rich cultural heritage and a long history. Over the last thirty years, the country has experienced a difficult political and economic situation with serious civil upheavals and conflicts, and prolonged droughts. The transitional government, set up in May 1991, established new economic and social priorities. Sectoral development programmes are being implemented (the road sector) or prepared (food security, education and health).

Cooperation with the European Union began in 1975 with a focus mainly on agriculture and rural development, transport infrastructure, institutional strengthening, social infrastructures and more recently, structural adjustment support and private sector development. Taking all support instruments together Ethiopia receives more EU assistance than any other ACP State.

Under Lomé IV, the ECU 214 million National Indicative Programme targets improvement of the road network, support to SMEs and export diversification. Other projects involve support for institutional strengthening, training and microprojects as well as the protection and diversification of the country's cultural wealth.

Support for macroeconomic reforms under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 78.4 million) is of particular significance. There have also been Stabex transfers (ECU 187.5 million for the years 1990-1993).

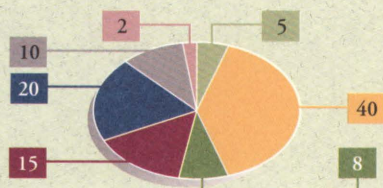
In addition significant actions have been launched under the EU budget, such as major food aid operations (more than ECU 318 million since 1991). Many smaller scale projects have been co-financed and/or implemented during the same period by NGOs in various parts of the country for a global amount of around ECU 17.5 million (under the special initiative for rehabilitation support in Africa).

Moreover, under Lomé IV's first financial protocol, ECU 54.7 million has been committed by the European Investment Bank in the form of risk capital for improving national and international telecommunications links, for the upgrading of airport infrastructures, for the *Bahr Dar* textile company and for a credit line for the private sector.

The National Indicative Programme for the second Lomé IV protocol (8th EDF) was signed in January 1997. It earmarks ECU 294 million for the country.

FED
EDF

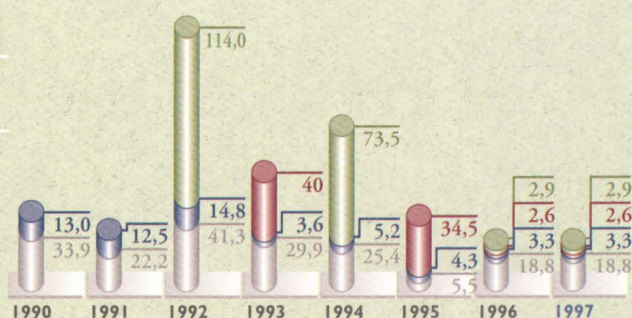
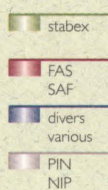
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

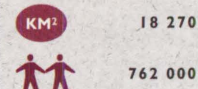




Fiji

PACIFIQUE

PACIFIC



Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 945 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
108 364 420 ECU (1997)

Sucres de canne **84%**

Exportations européennes
vers...
32 028 940 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
66,8% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

La république de Fidji est un archipel d'environ 300 îles dispersées sur plus de 1,3 million de km² d'océan. La population est d'origine fidjienne (50%), indo-fidjienne (45%), ou autre (5%). Fidji a acquis l'indépendance au sein du Commonwealth en 1970, pour se déclarer république en 1987. Des élections pluralistes ont eu lieu en 1992 et 1994.

Fidji est un des pays les plus grands et les plus riches de la région du pacifique. Son économie se base sur l'industrie du sucre et du tourisme, les produits manufacturés prenant plus récemment de l'importance. Les principaux produits exportés sont: le sucre, le textile, les produits de la mer et l'or. La croissance économique a été entravée par un marché national restreint et dispersé, le manque de ressources naturelles, l'éloignement par rapport aux marchés d'exportation, les catastrophes naturelles et, occasionnellement, l'émigration de la main-d'œuvre spécialisée.

La coopération avec l'Union européenne a débuté avec la première Convention de Lomé. Entre Lomé I et III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), axés sur le développement rural et l'agriculture, se sont élevés à plus de 40 millions d'Ecus au total. D'autres projets ont été mis en œuvre dans les secteurs du transport, des communications, du commerce et des services. Au cours de la même période, le système Stabex a par ailleurs fourni 5,4 millions d'Ecus au total en compensation du déficit dans les exportations d'huile de coco.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est un important bailleur de fonds depuis Lomé I (87,5 millions d'Ecus de prêts sur ressources propres et plus de 9 millions au titre des capitaux à risques). Elle accorde des prêts notamment aux secteurs de l'électricité et du bois. Sous le premier protocole financier de Lomé IV, la BEI est intervenue pour un total de 13 millions d'Ecus dans les projets du Centre de maintenance de l'aéroport de Nadi et de l'extension des télécommunications.

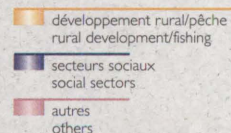
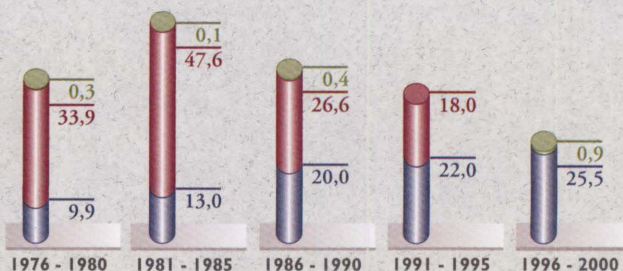
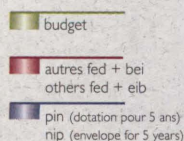
Les priorités du PIN relatives au premier protocole financier de Lomé IV (7ème FED) sont le développement rural et l'infrastructure sociale. En raison du cyclone qui a ravagé le pays en janvier 1993 et pour lequel une aide d'urgence d'1 million d'Ecus a été attribuée, la mise en œuvre du PIN (22 millions d'Ecus) a débuté en 1993/1994 par le financement de 5 ponts de taille moyenne et 2 plus importants. Récemment, un programme de micro-projets visant à la réhabilitation d'écoles primaires rurales a été approuvé. Ce PIN sera complété par des projets dans les secteurs de l'infrastructure des transports et du développement rural.

Le PIN au titre du 8ème FED (25,5 millions d'Ecus) fut signé en mai 1997. Le développement des ressources humaines (45%) et l'environnement (35%) sont les secteurs prioritaires. Des projets sont actuellement en évaluation.

Les îles Fidji bénéficient du second quota en importance (165 348 de tonnes par an) au titre du protocole sucre annexé aux Conventions de Lomé, qui couvre environ 45% de la totalité de ses exportations de sucre et permet des bénéfices de l'ordre de 40 à 50 millions d'Ecus par an.

FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Fiji

F

Economic indicators

GNP per capita	1 945 ECU (1996)
European imports from...	108 364 420 ECU (1997)
Cane-sugar	84%
European Exports to...	32 028 940 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	1.6% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	66.8% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

The Republic of Fiji is an archipelago of some 300 islands spread over 1.3 million km² of ocean. Its population is composed of indigenous Fijians (50%), Indo-Fijians (45%) and others (5%). Fiji became independent within the Commonwealth in 1970 and declared itself a republic in 1987. Multi-party elections were held in 1992 and 1994.

Fiji is one of the largest and richest countries in the Pacific region. Its economy relies traditionally on the sugar industry and tourism, while manufacturing is a more recent significant activity. Main exports are sugar, textiles, fish products and gold. Economic growth has been hampered by a small and dispersed domestic market, a narrow resource and production base, distance to export markets, natural disasters and, occasionally, by emigration of skilled manpower.

Cooperation with the European Union started with the First Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, total National Indicative Programme funds amounted to more than ECU 40 million, concentrating on rural development and agriculture. Other projects were implemented in transport and communications as well as in the trade and service sectors. In addition, a total of ECU 5.4 million was provided during the same period under the Stabex system, to compensate for shortfalls in export earnings from coconut oil.

The European Investment Bank has been an important donor since Lomé I (ECU 87.5 million in loans from its own resources and more than ECU 9 million of risk capital). Its loans have been utilised to improve electricity networks and the wood industry. Between 1990 and 1995, a total of ECU 13 million was lent from the EIB's own resources for the maintenance centre at Nadi airport and the extension of the Fijian telecommunications network.

The priorities of the NIP relating to the first Financial Protocol of Lomé IV (7th EDF) are rural development and social infrastructure. Following a destructive cyclone in January 1993, for which ECU 1 million in emergency aid was allocated, the implementation of the NIP (ECU 22 million) began in 1993-1994 with the financing of five smaller and two major road bridges. Recently, a micro-project programme aimed at rehabilitating rural primary schools was approved. The 7th EDF NIP will be completed by projects in the transport infrastructure and rural development sectors.

The NIP for the 8th EDF (ECU 25.5 million) was signed in May 1997. It will concentrate on human resource development (45%) and the environment (35%). Projects are currently being appraised.

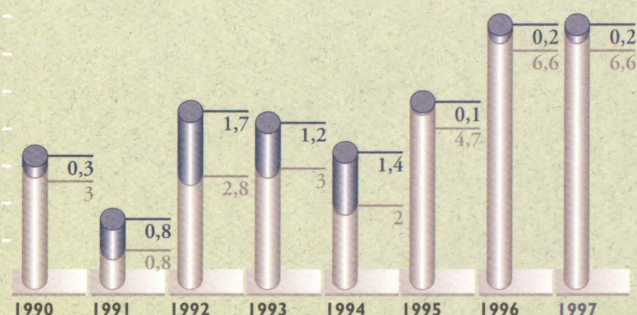
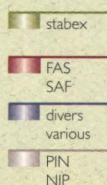
Fiji benefits from the second largest quota (165,348 tonnes per year) under the Sugar Protocol annexed to all Lomé Conventions. This quota covers about 45% of its Fiji's sugar exports and provides benefits of ECU 40 to ECU 50 million per year.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Gabon

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

267 670

1 367 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
3 134 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
946 983 790 ECU (1997)
Hélicoptères 60%

Exportations européennes
vers...
1 134 463 380 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
15,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,5% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)
secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
51% (1996)

Indépendant depuis 1960, le Gabon a adopté un régime pluraliste en 1990. Le pays est richement doté en ressources naturelles, avec 80% de sa superficie couverte de forêts tropicales denses. Plus importantes encore sont les ressources minières: le manganèse, l'uranium, et surtout le pétrole, dont la mise en valeur domine toute l'activité économique du secteur industriel moderne. Face à ces potentialités, le Gabon souffre d'un handicap majeur: le sous-peuplement. Avec un peu plus de 1 million d'habitants, la densité moyenne est de l'ordre de 4 hab./km² et 73% de la population vit en milieu urbain. Une gestion imprudente de l'économie, aggravée par la détérioration des termes de l'échange, a provoqué de graves déséquilibres structurels qu'un programme de réformes économiques doit contribuer à redresser.

Le Programme Indicatif National 7ème FED (29,9 millions d'Ecus) a connu une concentration des ressources du FED sur la santé et l'hydraulique villageoise. Après la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994, 6,7 millions d'Ecus ont été alloués à ce pays au titre de la Facilité d'ajustement structurel.

Le Gabon a aussi bénéficié des ressources réservées à la coopération régionale, notamment dans le domaine de la coopération culturelle et de la protection des écosystèmes forestiers. En raison des difficultés que traversent les secteurs de production de l'uranium et du manganèse, le Gabon a bénéficié sur le 7ème FED d'un financement du Sysmin (14 millions d'Ecus). L'Union européenne a également participé au financement de l'organisation des élections législatives et du recensement général de 1993.

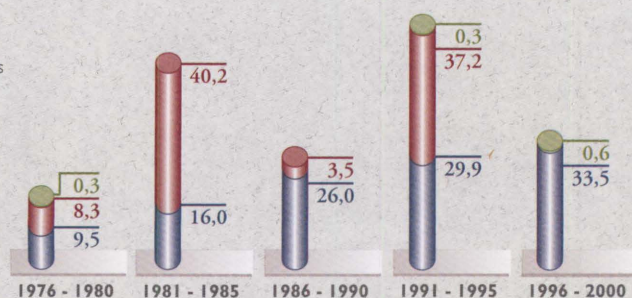
En outre la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a accordé un prêt sur ses ressources propres de 10,5 millions d'Ecus pour la modernisation d'équipements aéroportuaires et aéronautiques dans les 7 principaux aéroports du pays ainsi qu'un concours sur capitaux à risques de 0,6 millions d'Ecus pour une étude dans le secteur de l'agriculture.

Le programme Indicatif National 8ème FED (33,5 millions d'Ecus) définit l'aménagement du territoire comme zone de concentration. Sur l'enveloppe globale, 80% seront consacrés à la réalisation d'une route bitumée qui lie Libreville à la frontière camerounaise et à la remise en état des pistes rurales menant à cette route. On prévoit également des interventions concernant l'enseignement primaire, la santé et la gestion durable de la forêt.

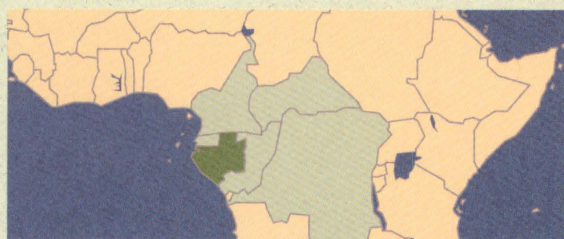
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others


Gabon

Economic indicators

 GNP per capita
3 134 ECU (1996)

 European imports from...
946 983 790 ECU (1997)

 Helicopters **60%**

 European Exports to...
1 134 463 380 ECU (1997)

 Debt service / exports
15.8% (1995)
Social indicators

 Population growth rate
2.5% (1995-96)

 Primary schooling rate
na/nd (1996)

 Secondary schooling rate
na/nd (1996)

 Urbanisation rate
51% (1996)

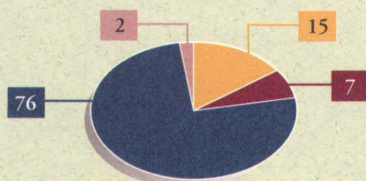
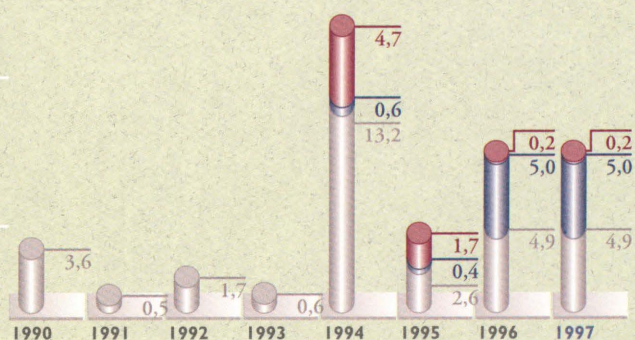
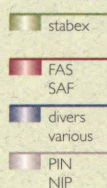
Independent since 1960, Gabon adopted a multi-party system in 1990. It is richly endowed with natural resources, with 80% of its surface area covered by dense tropical forest. Even more important are its mineral resources: manganese, uranium and especially oil, whose exploitation dominates all today's economic activity in the modern industrial sector. Despite such potential, Gabon has a major handicap: under-population. With just over a million inhabitants, its average population density is four per square kilometre. 73% of the people live in urban areas. Imprudent management of the economy, aggravated by the deterioration in the terms of trade, provoked serious structural imbalances which an economic reform programme must help redress.

The 7th EDF National Indicative Programme under the first Lomé IV financial protocol (ECU 29.9 million) concentrated resources on health and improving village water systems. On devaluation of the CFA franc in 1994, ECU 6.7 million was allocated to the country from the Structural Adjustment Facility.

Gabon has also benefited from regional cooperation initiatives, particularly in the areas of cultural cooperation and the protection of forest eco-systems. Due to the difficulties affecting uranium and manganese production, the country was allocated ECU 14 million from the 7th EDF Sysmin budget. The EU also participated in funding the country's legislative elections and a population census in 1993.

Additionally the European Investment Bank agreed an ECU 10.5 million loan from its own resources for modernisation of equipment at seven of the country's airports, as well as ECU 600,000 of risk capital for an agricultural study.

The 8th EDF National Indicative Programme (ECU 33.5 million) sees infrastructure and administrative development as focal areas. 80% of the total will go to building a bitumen road linking Libreville with the Cameroon border and the upgrading of rural roads to access this main artery. Further projects are foreseen for primary education, health, and sustainable forest management.

**FED
EDF**
répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
 % of the total envelope

**FED
EDF**
4-5-6-7-8
 paiement par instrument
 payments by instrument




The Gambia

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 11 295
980 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...
127 905 020 ECU
(1997)

Diamants 90%

Exportations européennes
vers...
99 129 750 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
14% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
67,9% (1996)
secondaire
16,7% (1996)

Taux d'urbanisation
30% (1996)

La Gambie est un petit pays de la côte ouest de l'Afrique entouré de trois côtés par le Sénégal. Devenue indépendante en 1965, le régime de démocratie multipartite parlementaire en place a été renversé le 22 juillet 1994 à la suite d'un coup d'Etat militaire; la Constitution a été suspendue et tout parti politique interdit. Les partenaires pour le développement, notamment la Commission européenne et les Etats membres de l'Union européenne, ont bloqué les aides octroyées en matière de balance des paiements et les projets non destinés aux populations nécessiteuses.

En 1997, la Gambie a achevé son programme de transition pour restaurer un régime civil démocratique avec les élections législatives et l'adoption d'une nouvelle Constitution par référendum organisé en août 1996. Les relations et la coopération avec le pays ont repris en juillet 1997 avec l'annonce du Programme Indicatif National du 8ème FED (28,5 millions d'Ecus).

La Gambie possède une économie ouverte et des ressources nationales limitées (arachides). Après la dégradation de la situation économique au début des années 80, les autorités gambiennes ont successivement lancé le Programme de Redressement Economique en 1985 et le Programme pour le Développement Durable en 1990, tous deux mettant en œuvre une vaste gamme de réformes financières et structurelles. L'objectif de privatisation dans les secteurs de l'arachide et des services est activement poursuivi. L'expérience de la Gambie est généralement considérée comme un bon exemple d'ajustement économique. Il a toutefois été admis que ces efforts devaient être poursuivis pour que les effets soient durables. Un nouveau Programme-cadre de politique pour la période 1998-2000 est en préparation en collaboration avec les institutions de Bretton Woods.

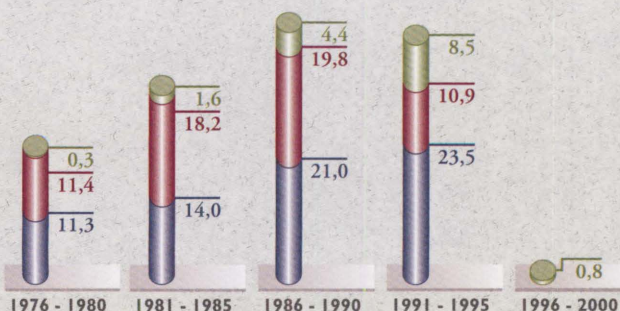
Depuis la Convention de Lomé I, le développement rural constitue le secteur prioritaire de la coopération au développement avec l'UE. Sous le Programme Indicatif National du 7ème FED (23,5 millions d'Ecus), 74% des fonds ont été alloués au développement rural dans les domaines de l'approvisionnement en eau et des routes de campagne, particulièrement en faveur des zones les plus éloignées et les plus mal desservies du pays (circonscriptions d'Upper River et de North Bank). Ces dernières années, une plus grande importance a été accordée à l'appui aux initiatives locales, essentiellement dans le cadre d'une coopération décentralisée.

Sous le 7ème FED, 8,2 millions d'Ecus ont été alloués au titre de l'appui à l'ajustement structurel sous la forme d'un programme d'importation de carburant (4 millions d'Ecus) et d'un programme général d'importations (4,2 millions d'Ecus dont 2,2 millions sont déboursés). La contrepartie a été principalement investie dans le secteur social (santé et éducation). La Gambie a bénéficié de transferts au titre du Stabex d'un montant de 0,8 million. En outre, 4,3 millions d'Ecus ont déjà été engagés au titre des capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement en matière d'approvisionnement en eau.

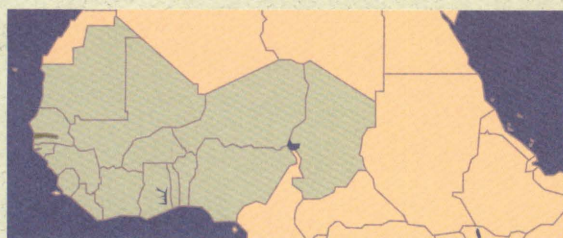
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



The Gambia

G

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
127 905 020 ECU
(1997)

Diamonds 90%

European Exports to...
99 129 750 ECU
(1997)

Debt service / exports
14% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.7% (1995-96)

Primary schooling rate
67.9% (1996)

Secondary schooling rate
16.7% (1996)

Urbanisation rate
30% (1996)

The Gambia is a small country on the West coast of Africa surrounded on three sides by Senegal. It became independent in 1965 and was governed by a democratic multiparty parliamentary system until the military take-over of 22 July 1994. This event changed the political picture drastically, involving suspension of the Constitution and the banning of all political parties. After the coup, some development partners, including the European Commission and EU Member States, decided to suspend balance of payments support and projects not directed at the poor and vulnerable groups.

In 1997, The Gambia completed its transition programme to return to democratic civilian rule, following the legislative elections and endorsement of a new Constitution, approved by referendum on August 1996. Normal relations and cooperation with the country were resumed in July 1997 with the communication of the indicative amount for the 8th EDF National Indicative Programme (ECU 28,5 million).

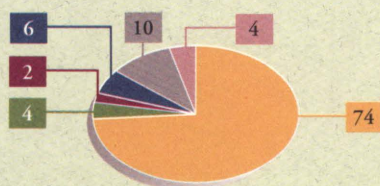
The Gambia has an open economy with limited national resources. The economy is based on three main pillars: agriculture (groundnuts), tourism and the re-export trade. After the deterioration of the economic situation at the beginning of the 1980s, the authorities, in 1985, launched an Economy Recovery Programme. This was followed up in 1990 by the Programme for Sustained Development. Both programmes involved implementation of a broad range of financial and structural reforms. In spite of the suspension of the latter programme after the July 1994 military coup, a number of macroeconomic achievements were preserved. A new Policy Framework Paper for the period 1998-2000 is in preparation with the Bretton Wood institutions.

Since the first Lomé Convention, the main priority of development cooperation with the European Union has been rural development. Under the 7th EDF NIP (ECU 23.5 million), 74% of the total was allocated to rural development in the fields of water supply and rural roads, with a concentration on the most remote and ill-served parts of the country (Upper River Division and North Bank Division). In recent years growing emphasis has been placed on supporting community-based initiatives, characterised mainly by decentralised planning. These actions, focused on rural poverty alleviation, were maintained during the military period (1994-97).

Under the 7th EDF, ECU 8.2 million has so far been allocated for structural adjustment support, in the form of a fuel import programme (ECU 4 million) and a general import programme (ECU 4.2 million of which ECU 2.2 million has been disbursed). The counterpart funds were invested mainly in the social sectors (health and education). Stabex resources amounting to ECU 800,000 were allocated in 1997 in respect of cotton, shrimps and prawns. ECU 4.3 million has also already been committed from the risk capital resources of the European Investment Bank in the water sector.

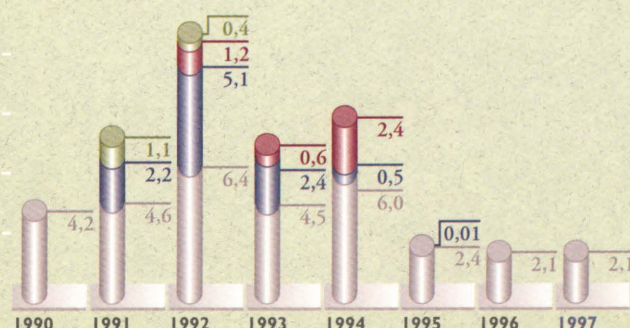
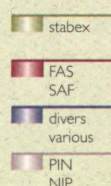
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Ghana

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 238 540

17 453 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
284 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

930 720 610 ECU (1997)

Cacao 31%

Aluminium 21%

Exportations européennes
vers...

1 099 164 790 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

23,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

76,6% (1996)

secondaire

37,9% (1996)

Taux d'urbanisation

36% (1996)

Le Ghana est un pays d'Afrique de l'Ouest, en bordure du Golfe de Guinée, délimité par la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Bénin.

Devenu indépendant en 1957, et malgré un potentiel économique élevé et une période de relative stabilité au début des années 60, le Ghana a connu des difficultés durant les années 70, débouchant sur une crise économique au début des années 80. Depuis 1983, le pays a traversé avec succès une période intensive d'ajustement structurel, massivement soutenue par des donateurs internationaux. Malgré une stabilité macroéconomique quelque peu cahoteuse depuis 1992, le ERP a ramené le pays sur le chemin de la croissance. Les élections présidentielle et législatives de décembre 1996 ont confirmé et renforcé le processus démocratique initié en 1992, date du retour à la démocratie constitutionnelle.

Le Ghana reste un pays pauvre et son économie demeure fragile. L'aide européenne s'était focalisée sous les Conventions antérieures, sur le développement rural, les ressources naturelles et les infrastructures de transport. Le second Protocole financier de Lomé IV, dont le PIN s'élève à 130 millions d'Ecus poursuit dans cette même voie. Les interventions sont du reste planifiées dans les secteurs sociaux (essentiellement la santé), dans le support au développement du secteur privé et à la réforme du secteur public (gestion budgétaire).

On compte parmi les interventions spécifiques sous Lomé III et IV, la réhabilitation des deux ports principaux du pays et des routes principales, de même qu'un projet de maintenance; un programme de micro-projets essentiellement axé sur les infrastructures sociales; un transfert de technologie appropriée; le support à la gestion de deux zones protégées; un programme de développement des PME; et un programme de formation destiné aux officiels des gouvernements locaux. Deux programmes d'infrastructure rurale dans les domaines de l'eau et de l'électricité ont par ailleurs été approuvés avant la fin de 1998.

En outre, un total de 102 millions d'Ecus a été accordé comme support à la balance des paiements sous différents programmes d'ajustement structurel depuis 1991, dont 87,2 millions d'Ecus proviennent de la Facilité d'ajustement structurel, le reste des PIN. Les ressources du Stabex (50,6 millions d'Ecus au titre de Lomé IV) ont été principalement utilisées pour appuyer les réformes économiques dans le secteur du cacao. Sur ses ressources budgétaires, l'UE a également cofinancé diverses opérations menées par des ONG et soutenu le processus électoral en 1996. Au titre de ses ressources propres, la Banque Européenne d'Investissement a déjà engagé sous Lomé IV, 60 millions d'Ecus en faveur du secteur de la production d'énergie et près de 3 millions sur les capitaux à risques pour les entreprises privées.

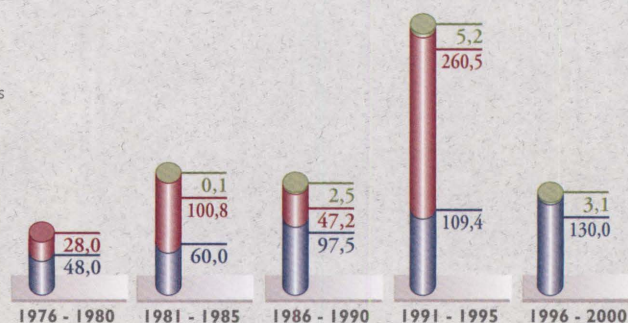
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

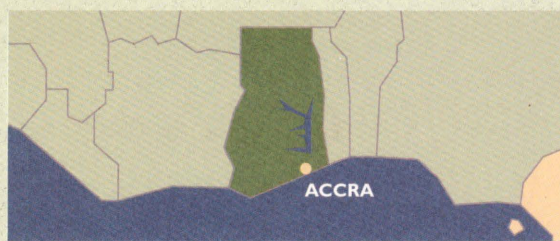
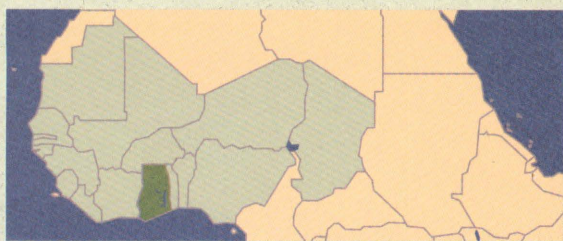
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
rip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Ghana



Economic indicators

GNP per capita
284 ECU (1996)

European imports from...
930 720 610 ECU
(1997)

Cocoa 31%
Aluminium 21%

European Exports to...
1 099 164 790 ECU
(1997)

Debt service / exports
23.1% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.7% (1995-96)

Primary schooling rate
76.6% (1996)

Secondary schooling rate
37.9% (1996)

Urbanisation rate
36% (1996)

Situated in West Africa on the Gulf of Guinea, Ghana is surrounded on three sides by Côte d'Ivoire, Burkina Faso and Benin.

Ghana achieved independence in 1957. Despite its high economic potential, and following a period of relative stability during the early 1960s, the country experienced difficulties during the 1970s, culminating in a severe economic crisis in the early 1980s. Since 1983, the country has implemented an ambitious Economic Recovery Programme (ERP), heavily supported by international donors. Despite some problems with macroeconomic stability since 1992, the ERP has brought the country back to a steady growth path. The presidential and parliamentary elections in December 1996, the second elections after Ghana's return to constitutional democracy in 1992, confirmed and strengthened the development of democracy in the country.

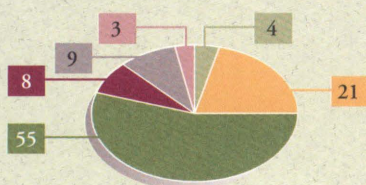
Ghana is still a poor country, and its economy remains vulnerable and structurally rigid. In the past, support under the European Development Fund has focused on rural development, natural resources and transport infrastructure. The National Indicative Programme for the second half of Lomé IV, which will provide total funds of ECU 130 million, maintains these basic orientations. Interventions are also planned in the social sectors (mainly health), in support of private sector development, and for public sector reform (budget management).

Specific interventions under Lomé III and the first half of Lomé IV include the rehabilitation of the country's two main ports, a major road rehabilitation and maintenance project, a microprojects programme mainly focusing on social infrastructure in rural areas, an appropriate technology transfer scheme, support for the management of two protected areas, a small and medium enterprises development programme, and a training scheme for local government officials. Two rural infrastructure programmes in the water and electricity sectors are to be approved before the end of 1998.

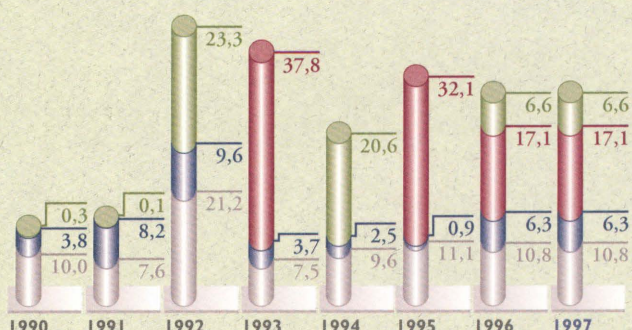
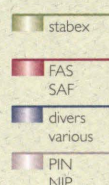
In addition to project funding, a total of ECU 102 million has been granted as balance of payments support under various structural adjustment programmes since 1991. ECU 87.2 million of this came from the Structural Adjustment Facility and the rest from the NIP. Stabex resources of ECU 50.6 million are mainly being used for reform in the cocoa sector and support to smallholder farmers. The European Community has also supported various NGO operations and the 1996 elections. The EIB has so far committed ECU 60 million from its own resources for projects in the energy sector, and almost ECU 3 million from risk capital for private enterprises.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Grenada

CARAIBES

CARIBBEAN



340



92 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
2 465 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

8 243 140 ECU (1997)

Épices 57%

Exportations européennes
vers...

15 161 500 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

0% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Etat constitué de trois îles (Grenade, Carriacou et la Petite Martinique), dont 98% de la population est concentrée sur la principale île qui donne son nom au pays, Grenade est devenu indépendant en 1974. L'agriculture et le tourisme constituent les piliers de l'économie du pays. Restée traditionnelle, l'agriculture est le secteur le plus important en termes d'emploi et de ressources à l'exportation: elle occupe près d'un tiers de la population et assure 60% environ des recettes d'exportations. Le tourisme est un secteur en rapide croissance qui offre des possibilités d'emploi de plus en plus nombreuses. Cependant la croissance économique, qui s'élevait à environ 5% en moyenne sur la période 1984-1990, stagne depuis 1991 autour de 3%. Le pays a dû engager des réformes d'ajustement macroéconomique afin de réduire le déficit des finances publiques.

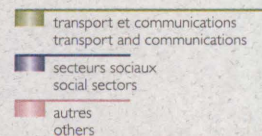
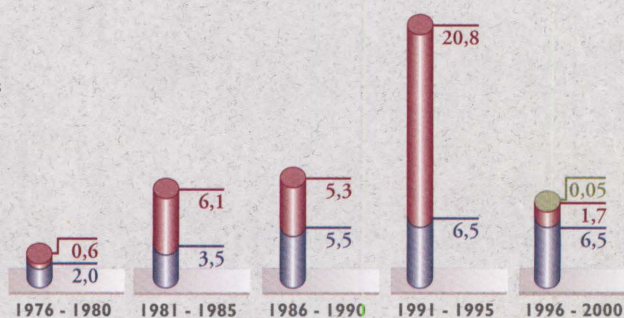
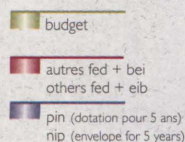
La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1974 avec la première Convention de Lomé. De Lomé I à IV, les fonds disponibles (17,5 millions d'Ecus) au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) ont été centrés sur l'infrastructure routière, principalement la reconstruction de la Route principale de l'Est, la promotion du tourisme, les secteurs sociaux (éducation, santé) et approvisionnement en eau. En outre, les réformes économiques conduites par le pays furent soutenues au moyen de la Facilité à l'ajustement structurel (2 millions d'Ecus).

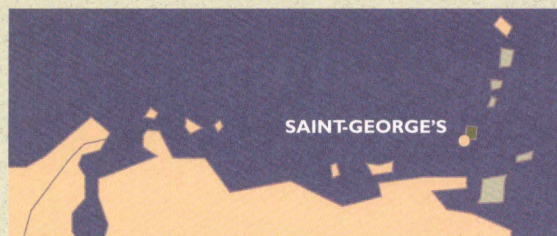
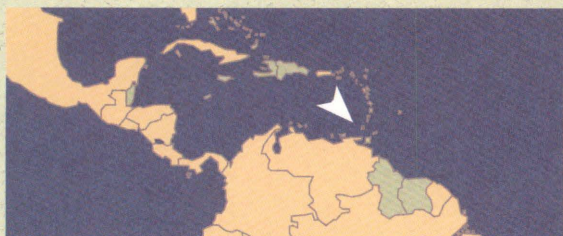
Le PIN de Lomé IV (8e FED) s'élève à 6,5 millions d'Ecus. Le domaine prioritaire dans ce cadre tient en l'approvisionnement en eau (près 80% de l'enveloppe financière), secteur dans lequel l'UE soutiendra les efforts de Grenade pour améliorer l'efficacité de l'adduction d'eau dans la partie Sud de l'île. C'est dans cette région qu'est concentrée la majorité de la population ainsi que la plupart des activités économiques non-agricoles. Le développement du tourisme sera le second pôle de concentration de la coopération avec une allocation indicative de 15% du PIN.

Comme les trois autres îles sous le Vent, Grenade a été affectée par la crise de l'industrie bananière, bien que de façon moindre depuis que l'agriculture du pays s'est étoffée. Des produits tels que la noix muscade, le macis et le cacao représentent une part significative dans les exportations. De plus, la mauvaise qualité et les maladies ont mené à interdire les exportations de bananes, comme ce fut le cas en début d'année. Le soutien de l'UE à la production de la banane fut donc réorienté vers la diversification agricole et économique. Ces fonds provenant essentiellement des transferts au titre du Stabex pour un montant de 15,6 millions d'Ecus.

FED + budget

EDF dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Grenada



Economic indicators

GNP per capita	2 465 ECU (1996)
European imports from...	8 243 140 ECU (1997)
Spices	57%
European Exports to...	15 161 500 ECU (1997)
Debt service / exports	6.65% (1995)

Social indicators

Population growth rate	0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Grenada is a three-island State (Grenada, Carriacou and Petite Martinique) with 98% of the population living on the main island. It became independent in 1974.

Agriculture and tourism are the basis of the economy. Traditional agriculture is the main sector for employment (30%) and export earnings (60%). Tourism is growing rapidly and offering more and more employment opportunities. However, economic growth, which averaged 4%-5% between 1984 and 1990, has stagnated at around 3% since 1991. The country has had to launch macroeconomic adjustment reforms aimed at lowering the public deficit.

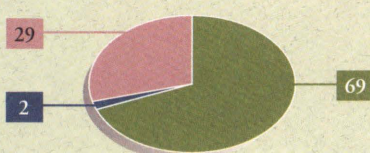
European Development Fund assistance began in 1974. From Lomé I to Lomé IV, National Indicative Programme funds (ECU 17.5 million in total) were allocated to road infrastructure (mainly for rebuilding and rehabilitating the Eastern Main Road), tourism promotion, social sectors (education and health services) and water supply. In addition, economic reforms launched by the country have been supported with a grant of ECU 2 million from the Structural Adjustment Facility.

Under Lomé IV bis, the financial envelope for the 8th EDF is ECU 6.5 million. The focal area for EU cooperation is the water sector (80% of the indicative sum). The EU will support Grenada's efforts to improve the efficiency of the water supply to the southern part of the island where most of the population, and the non-agricultural economic activities, are concentrated. Tourism development will be the second most important area of cooperation with an indicative allocation of 15% of the NIP.

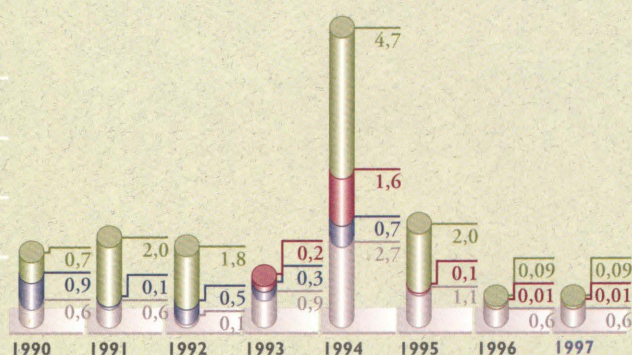
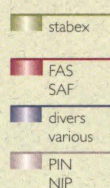
Like the three other Windward Islands, Grenada has been affected by the crisis in the banana industry, although less seriously since Grenada's agriculture is more diversified. Nutmeg, mace and cocoa represent a significant share in the sector's exports. Poor quality and diseases led to a ban on the export of bananas as from the beginning of the year. Previous EU support to banana production is being reoriented towards agriculture diversification and wider economic diversification. The funding for this support, amounting to ECU 15.6 million, comes primarily from Stabex transfers.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinée-Bissau

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

36 120



1 073 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
197 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

11 662 110 ECU (1997)

Poissons 79%

Exportations européennes
vers...

52 747 880 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

67% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

59,1% (1996)

secondaire

6% (1996)

Taux d'urbanisation

22% (1996)

Pays caractérisé par l'existence de nombreux fleuves, estuaires et marécages, disposant de très faibles infrastructures économiques et sociales, la Guinée-Bissau a connu de grandes difficultés pour gérer son développement depuis son indépendance en 1974.

La Guinée-Bissau est un pays essentiellement agricole, dont la principale exportation est la noix de cajou. La pêche et les licences de pêche représentent la seconde source des recettes d'exportation. La politique économique menée après l'indépendance, mettant l'accent sur des projets d'industrialisation surdimensionnés, s'est avérée être un échec. Depuis 1987, le gouvernement a progressivement adopté des mesures de libéralisation économique et politique. Les premières élections pluripartites ont eu lieu en juillet/août 1994.

Le gouvernement a adopté une stratégie d'ajustement global à moyen terme pour la période 1994-1997. C'est dans ce contexte que des progrès significatifs ont été accomplis en 1994 pour ce qui est des principaux indicateurs macroéconomiques tels que le taux de change, l'inflation et le déficit extérieur. Toutefois, la situation macro-économique s'est de nouveau détériorée en 1995.

Dans le cadre des Conventions de Lomé IV, le Programme Indicatif National (37 MECU) qui mettait la priorité sur les ressources naturelles et sur certaines actions complémentaires telles que l'appui institutionnel et la valorisation des ressources humaines, a été réaménagé au profit du secteur des infrastructures. Par ailleurs, 8 millions d'Ecus sont consacrés au Programme d'Ajustement Structurel dont les fonds de contrepartie serviront à renforcer les secteurs sociaux. La Guinée-Bissau a en outre, reçu 0,9 million d'Ecus au titre du Stabex au cours de la période 1991-1994, ce qui porte le total des ressources transférées au titre de cet instrument à environ 19 millions d'Ecus depuis Lomé I.

Le budget de l'Union européenne a également contribué, pour un montant de 550.000 ECU, à la réalisation des premières élections pluripartites, puis à la formation des députés de l'Assemblée nationale. Dans ce contexte, il a été créé une cellule d'appui à l'Assemblée nationale dont le financement s'élève à 300.000 Ecus. Il cofinance aussi des micro-projets réalisés par des ONG: depuis 1978, un total d'environ 9 millions d'Ecus a permis la réalisation d'une centaine de projets pour le développement rural, la pêche, la formation et la santé.

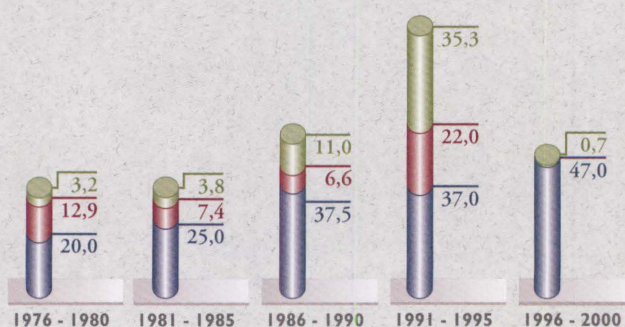
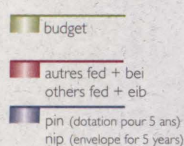
Au titre de Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà accordé des financements à hauteur de 5,2 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques en faveur d'investissements dans le secteur des télécommunications et des PME.

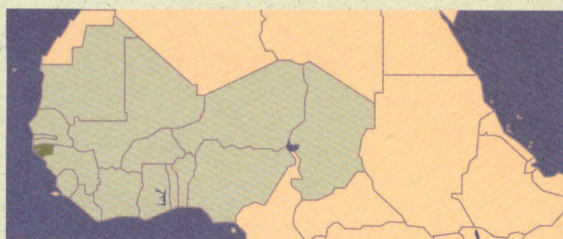
Le PIN du 8ème FED a été signé en décembre 1996. Les domaines de concentration sont les infrastructures, l'appui institutionnel et l'agriculture. Les autres axes d'intervention sont les secteurs sociaux et économiques. L'enveloppe financière est de 47 MECU. Au titre de l'Appui à l'Ajustement Structurel, un programme de 8 MECU est prévu pour 98-99.

Depuis mai 1997, la Guinée-Bissau est devenue le 8ème pays de l'UEMOA.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Guinée-Bissau



Economic indicators

GNP per capita	197 ECU (1996)
European imports from...	11 662 110 ECU (1997)
Fish	79%
European Exports to...	52 747 880 ECU (1997)
Debt service / exports	67% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2% (1995-96)
Primary schooling rate	59.1% (1996)
Secondary schooling rate	6% (1996)
Urbanisation rate	22% (1996)

With its many rivers, estuaries and swamps, and very limited economic and social infrastructures, Guinea Bissau has experienced great difficulties managing its development since independence in 1974.

The country is essentially agricultural, and its principal export is the cashew nut. Fishing and fishing licences are its second largest source of export earnings. Post-independence, economic policy put the emphasis on unrealistic industrialisation projects and turned out to be a failure. Since 1987, the government has progressively adopted economic and political liberalisation measures. The first multi-party elections took place in July/August 1994.

The government adopted a mid-term global structural adjustment strategy for the period 1994-1997. During 1994, this policy resulted in significant progress in the main macroeconomic indicators; the exchange rate, inflation and the external deficit. There was, however, a further downturn in the economic situation in 1995.

Successive Lomé Conventions have focused on rural development. Under the first financial protocol of Lomé IV, the National Indicative Programme (ECU 37 million), originally emphasised natural resources and complementary actions such as institutional support and enhancement of human resources. The approach was later adapted to place more stress on infrastructures. Additionally, ECU 8 million was earmarked for the structural adjustment programme with counterpart funds strengthening the social sectors. Guinea Bissau has also received ECU 900,000 in Stabex transfers for the 1991-1994 period, taking the total transfers under this instrument to around ECU 19 million since Lomé I.

The European Union budget has also contributed ECU 550,000 for the first multi-party elections, and the training of National Assembly deputies. In the latter context, a support unit for the National Assembly was created at a cost of ECU 300,000. The EU budget has also co-financed NGO micro-projects. Since 1978, around ECU 9 million has been provided for about 100 rural development, fishing, training and health care projects.

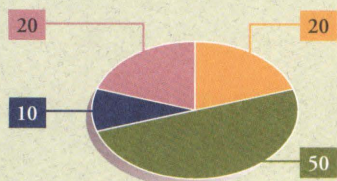
Under Lomé IV, the European Investment Bank has already agreed risk capital financing amounting to some ECU 5.2 million for the telecommunications sector and for SMES.

The 8th EDF NIP (ECU 47 million) was signed in December 1996. The focal sectors are infrastructure, institutional support and agriculture. Other social and economic sectors will also be assisted. ECU 8 million has been earmarked for structural adjustment support in 1998-99.

Guinea Bissau became the 8th member of the West Africa Economic and Monetary Union (WAEMU) in May 1997.

FED EDF

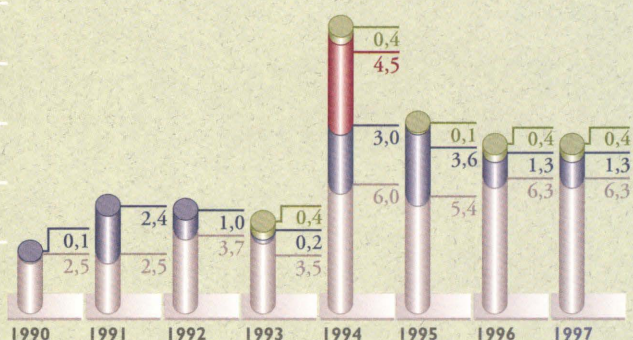
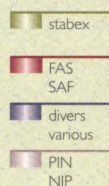
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinea Ecuatorial

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM² 28 050
 400 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
402 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

108 943 200 ECU (1997)
Pétrole brut 70%

Exportations européennes
vers...

83 117 650 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,5% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

L'absence de continuité territoriale représente un lourd handicap pour la Guinée équatoriale, un petit pays constitué d'une partie continentale (Rio Muni) et d'une partie insulaire (Bioco et Annobon). La mise en exploitation depuis 1992 de gisements pétroliers a ouvert des perspectives prometteuses pour l'économie du pays.

Devenue indépendante en 1968, la Guinée équatoriale a d'abord connu une période de dictature et d'isolement sur le plan international, puis a réussi, à partir de 1979, à s'ouvrir sur le monde extérieur, notamment par son adhésion à l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) en 1985, et par son intégration dans la zone franc CFA. L'introduction du multipartisme, en 1992, n'a pas encore été suivie de progrès significatifs dans la démocratisation du pays.

La coopération avec l'Union européenne a commencé avec la première Convention de Lomé, mais la situation politique a repoussé, jusqu'en 1980, la mise en route des premières actions. Les Programmes Indicatifs Nationaux successifs se sont alors essentiellement concentrés sur la réhabilitation des infrastructures de base et sur l'appui à l'agriculture et au secteur forestier.

Le Programme indicatif 7ème FED (12,5 millions d'Écus) est axé sur la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la ville de Malabo.

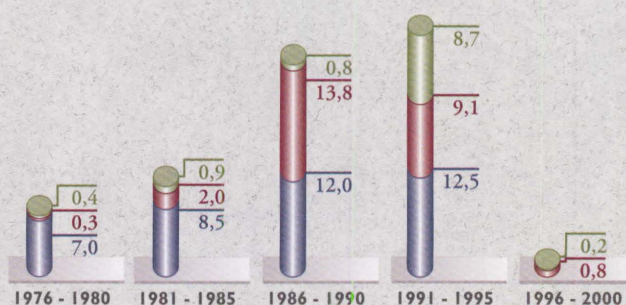
La persistance de graves violations des droits de l'Homme a rendu difficile le développement de la coopération avec la Guinée Equatoriale et depuis la mi-1992 aucune action de coopération significative n'a pu être mise en œuvre en dehors des actions prévues au titre des transferts STABEX.

Depuis 1996, la Guinée équatoriale et l'UE mènent un dialogue sur la reprise de la coopération qui se fera en fonction d'une amélioration de la situation en termes de respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit. En attendant, la programmation des ressources du 8^e FED n'a pas encore eu lieu.

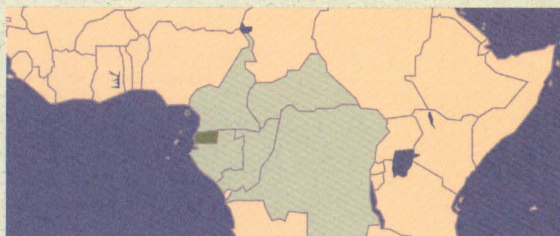
FED + budget

dotations en millions d'Écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Guinea Ecuatorial

G

Economic indicators

GNP per capita
402 ECU (1996)

European imports from...
108 943 200 ECU
(1997)

Crude oil 70%

European Exports to...
83 117 650 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.5% (1996)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

The lack of territorial continuity is a great handicap for Equatorial Guinea, a small country which consists in part of mainland (Rio Muni) and in part of islands (Bioco and Annobon). Since 1992 the exploitation of a small oil field has opened up the prospect of improving the country's overall economic situation.

Independent since 1968 Equatorial Guinea first experienced a period of dictatorship and international isolation. Since 1979 the country has succeeded in opening up to the outside world, especially through its membership of the Central African Economic and Customs Union (UDEAC) in 1985 and by its integration into the CFA Franc area. The introduction of a multi-party system in 1992 has not led to any significant progress in the democratisation process.

Cooperation with the European Union began under the first Lomé Convention, but the political situation delayed implementation of the first operations until 1980. Successive National Indicative Programmes (NIP) have mainly concentrated on the rehabilitation of basic infrastructures, as well as support for the agriculture and forest sectors.

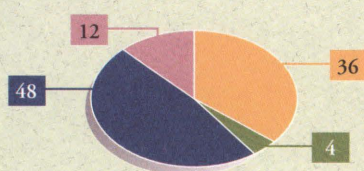
The Lomé IV National Indicative Programme (7th EDF - ECU 12.5 million) focuses on upgrading the drinking water supply system in Malabo.

Continual serious human rights violations have hindered improved cooperation with Equatorial Guinea. Stabex transfers aside, no significant cooperation activities been implemented since mid-1992. Moreover, no project has yet been financed with the ECU 2 million of risk capital pledged by the European Investment Bank.

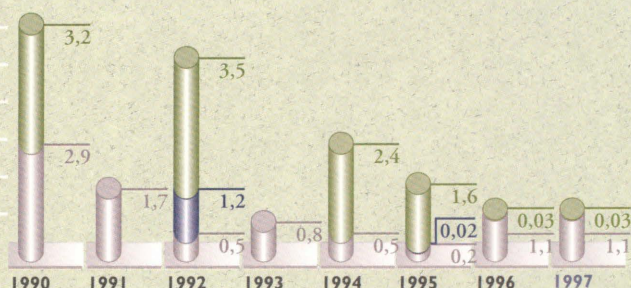
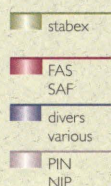
Since 1996, Equatorial Guinea and the EU have been involved in dialogue aimed at resuming co-operation. The essential basis of this is improved respect for human rights, democratic principles and the rule of law. In the meantime, the programming of 8th EDF resources has been delayed.

**FED
EDF**

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope


**FED
EDF** 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinée

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 245 860

6 700 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
441 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
377 242 830 ECU (1997)
Minerais d'aluminium
58%

Exportations européennes
vers...
314 861 690 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
25,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
37,1% (1996)
secondaire
9,5% (1996)

Taux d'urbanisation
30% (1996)

Située sur la côte occidentale de l'Afrique, la Guinée est entourée par six pays. Les grands fleuves de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Gambie, Sénégal) y prennent leur sources sur les hauteurs du Fouta Djallon.

Devenue indépendante en 1958, la Guinée a vécu pendant 26 ans sous le régime autoritaire et centralisateur du Président Sékou TOURÉ qui à sa mort en 1984, a laissé le pays dans un état de délabrement économique sans rapport avec ses richesses potentielles.

La construction d'une société pluraliste s'est avérée lente mais a suivi une évolution continue. L'adoption par référendum en 1990 de la Loi fondamentale, la promulgation des lois organiques qui en découlent la légalisation des partis politiques et l'organisation des élections présidentielle et législatives ont constitué les étapes les plus marquantes. Après l'installation de l'Assemblée nationale en juin 1995 et la création du Conseil économique et social en juin 1997 l'architecture institutionnelle de la nouvelle démocratie est au complet.

Le programme de réforme économique et financière (PREF) entrepris depuis fin 1985 avec l'appui substantiel des sources extérieures de financement était parmi les plus ambitieux de tous les programmes d'ajustement structurel engagés en Afrique. Malgré les résultats encourageants, la mise en œuvre du programme se heurte à des obstacles majeurs et la Guinée reste un pays de contrastes: exceptionnellement riche en potentialités minières, agricoles et hydroélectriques, elle est toujours classée parmi les pays les moins avancés.

La Guinée n'a manifesté son intérêt d'établir des relations de coopération avec la Communauté que lors de la mise en œuvre de la première Convention de Lomé. Depuis la coopération n'a cessé de se renforcer et de se diversifier et aujourd'hui l'ensemble de ses concours placent la Communauté parmi les premiers bailleurs de fonds avec une concentration des financements sur l'amélioration des infrastructures de communication, le développement rural, l'amélioration des conditions de vie des populations, à l'intérieur du pays notamment (santé, éducation et hydraulique rurale) ainsi que sur les activités de décentralisation. La majeure partie des ressources du Programme Indicatif de Lomé IV bis (154 MECU) est orientée vers ces domaines, répondant ainsi aux priorités fixées par le Gouvernement. En ce qui concerne les aides non programmables sous Lomé IV bis, la Guinée a bénéficié d'une première allocation de 21,4 MECU au titre de la Facilité d'ajustement structurel.

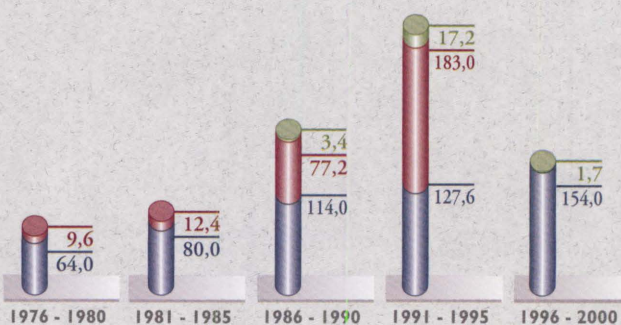
Sous le premier Protocole financier de la Convention de Lomé IV (1990/95), la Guinée avait bénéficié d'un Programme indicatif d'un montant de 127,6 MECU auquel se sont ajoutées des aides non programmables à hauteur de 182,2 MECU. C'est ainsi que la Guinée a bénéficié des allocations de 26,4 MECU à partir des ressources spéciales d'ajustement structurel et de plusieurs financements en faveur des populations réfugiées et sinistrées. Éligible aux financements avec les ressources Sysmin (77 % des recettes d'exportation et 28 % des recettes courantes de l'Etat proviennent des seules activités du secteur minier), un financement de 80 MECU a été accordé à la Guinée pour la réalisation d'un programme de diversification économique.

Des financements de la BEI - sous forme de capitaux à risques (43,5 MECU) et des prêts bonifiés sur ressources propres (16,5 MECU) visaient la modernisation du secteur de l'industrie et des infrastructures de base.

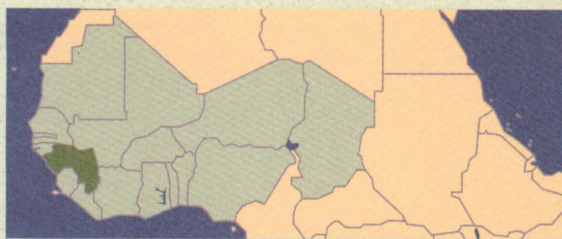
FED + budget

dotations en millions d'ECU
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Guinée

G

Economic indicators

GNP per capita
441 ECU (1996)

European imports from...
377 242 830 ECU
(1997)

Aluminium ore 58%

European Exports to...
314 861 690 ECU
(1997)

Debt service / exports
25.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.8% (1995-96)

Primary schooling rate
37.1% (1996)

Secondary schooling rate
9.5% (1996)

Urbanisation rate
30% (1996)

Situated on the west coast of Africa, Guinea is bordered by six countries. West Africa's major rivers (the Niger, Gambia and Senegal) rise in the Fouta Djallon uplands.

For the 26 years following independence (in 1958), Guinea had an autocratic and centralised regime presided over by President *Sekou Touré*. At the time of his death in 1984, the country was in a very poor economic condition which bore no relation to its potential.

The construction of a pluralist society is taking time, but is, nevertheless, progressing steadily. The adoption, by referendum in 1990, of the Fundamental Law, the legitimising of political parties and the organisation of presidential elections, are the most important steps taken so far. With the installation of the National Assembly in June 1995 and the creation of an Economic and Social Council in June 1997, the institutional architecture of the new democracy is now complete.

The programme of economic and financial reform (PREF), begun at the end of 1985 with considerable external backing, ranks among the most ambitious of the structural adjustment programmes underway in Africa. Despite encouraging results, major obstacles, however, have impeded implementation of the reforms and Guinea remains a country of contrasts. While exceptionally rich in mineral, agriculture and hydroelectric potential, it is still classified as one of the least-developed countries.

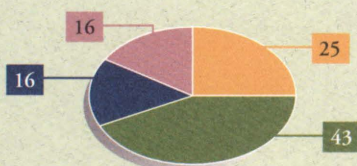
Guinea only expressed interest in establishing cooperation relations with the European Community when the First Lomé Convention was being put into operation. Since then, cooperation has continued to strengthen and diversify. The EU is now among the country's biggest donors, concentrating financing on improving communications infrastructures, rural development, boosting the population's living standards (notably in the interior of the country in the fields of health, education and rural water supplies) and decentralisation. Most of the 8th EDF NIP resources (which total ECU 154 million) are being directed to these areas, to respond to priorities fixed by the Government. As regards non-programmable aid under the second Lomé IV financial protocol, Guinea has received an initial allocation of ECU 21.4 million from the Structural Adjustment Facility.

The NIP for the first Lomé IV financial protocol (1990-95) was ECU 127.6 million, to which should be added non-programmable aid amounting to ECU 182.2 million. The latter figure included ECU 26.4 million in special structural adjustment support, and a number of grants for displaced people and stricken sections of the population. The country is eligible for Sysmin resources - no less than 77% of export earnings and 28% of budget revenue come from the mining sector. Under this heading, Guinea received ECU 80 million for an economic diversification programme.

European Investment Bank (EIB) financing, in the form of risk capital (ECU 43.5 million committed under Lomé IV) and subsidised loans from the Bank's own resources (ECU 16.5 million in the same period), is directed at modernising the industrial sector and basic infrastructures.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

